

**Conseil économique et social**

Distr. limitée  
26 avril 2012  
Français  
Original: anglais

---

**Commission pour la prévention du crime  
et la justice pénale****Vingt et unième session**

Vienne, 23-27 avril 2012

**Projet de rapport***Rapporteur:* Martin **Krämer** (Autriche)**Additif****Utilisations et applications des règles et normes des Nations  
Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale**

1. À ses 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> séances, les 26 et 27 avril 2012, la Commission a examiné le point 8 de l'ordre du jour, intitulé "Utilisation et application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale". Pour l'examen de ce point, elle était saisie des documents suivants:

- a) Rapport du Secrétaire général sur le renforcement des mesures en matière de prévention du crime et de justice pénale visant à combattre la violence à l'égard des femmes (E/CN.15/2012/13);
- b) Note du Secrétariat sur la réunion du groupe d'experts sur le renforcement de l'accès à l'assistance juridique dans le système de justice pénale (E/CN.15/2012/17);
- c) Rapport du Secrétariat sur les travaux du Groupe d'experts sur l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus (E/CN.15/2012/18);
- d) Rapport du Secrétaire général sur l'utilisation et l'application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale (E/CN.15/2012/22);
- e) Rapport sur les travaux de la réunion du Groupe d'experts sur l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, tenue à Vienne du 31 janvier au 2 février 2012 (UNODC/CCPCJ/EG.6/2012/1);



f) Notes et observations sur l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus (E/CN.15/2012/CRP.1);

g) Note d'information sur la réunion du groupe d'experts sur l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus (E/CN.15/2012/CRP.2).

2. Le Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question de la violence à l'encontre des enfants a fait une déclaration. Le Chef de la Section de la justice de la Division des opérations de l'UNODC a fait une déclaration liminaire. Des déclarations ont été faites par les représentants de l'Allemagne, de la Thaïlande, de la Chine, de l'Afrique du Sud et du Canada. Des déclarations ont aussi été faites par les observateurs de la Libye et de la Norvège. Des déclarations ont en outre été faites par les observateurs d'Amnesty International, Penal Reform International, l'Association internationale des magistrats de la jeunesse et de la famille, Pax Romana, la Société mondiale de victimologie et le Conseil universitaire pour le système des Nations Unies.

## Débats

3. Plusieurs orateurs ont réaffirmé la pertinence des règles et des normes et rappelé le rôle joué par la Commission dans leur élaboration. Certains orateurs ont fait état de l'évolution des tendances de la criminalité, qui exigeait des réponses multiformes prenant en compte les différences des systèmes juridiques et des besoins d'assistance technique. Il a été souligné que les efforts des États devraient porter sur l'aspect prévention de la criminalité, ce qui permettrait des progrès opportuns dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des enfants. À cet égard, on a réaffirmé que les Principes directeurs des Nations Unies applicables à la prévention du crime procuraient le cadre nécessaire. Plusieurs intervenants ont mentionné des lacunes dans l'application des normes internationales de la justice pour mineurs, par ailleurs bien développées.

4. De nombreux orateurs ont souligné que l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus était un document essentiel et une base pour la réforme pénale à l'échelle mondiale. Plusieurs orateurs ont rendu hommage au travail accompli par le groupe intergouvernemental d'experts sur l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus et manifesté leur appui à l'examen ciblé de ces règles, propre à refléter les progrès récents dans le domaine de la science et des meilleures pratiques pénitentiaires. On s'est accordé à dire qu'aucune modification des Règles ne devrait abaisser les normes existantes. Plusieurs orateurs ont souligné le rôle essentiel que jouait l'assistance technique pour ce qui est de promouvoir et d'appuyer une application large de l'Ensemble de règles, en favorisant l'utilisation la plus efficace des ressources disponibles.

5. Plusieurs délégués ont salué le travail accompli par le Groupe d'experts sur le renforcement de l'accès à l'assistance juridique dans le système de justice pénale lors de sa réunion tenue en novembre 2011. Ils ont également souligné le rôle fondamental que joue l'accès à l'aide juridique en assurant le droit à un procès équitable et en promouvant des systèmes de justice pénale équitables et efficaces, et se sont félicités de l'occasion qu'ils avaient d'appuyer encore ces objectifs en appliquant les Principes et lignes directrices des Nations Unies sur l'accès à l'assistance juridique dans le système de justice pénale.

6. Plusieurs intervenants ont souligné qu'il importait de combattre la violence à l'égard des femmes et se sont dits préoccupés par le fait que ce type de violence demeurait omniprésent, généralisé, souvent non signalé et parfois même toléré. On a considéré qu'il fallait disposer de cadres institutionnels et juridiques complets pour prévenir et combattre la violence à l'encontre des femmes, et on a mentionné à cet égard le rôle important que joue le système de justice pénale. Certains orateurs ont fait part de mesures nationales pertinentes et appelé au renforcement de la prévention du crime et de la justice pénale aux niveaux national et international afin de lutter contre la violence à l'égard des femmes.

---